

La dialectique infernale

Hocine Belalloufi
Mercredi 19 Septembre 2012

La Californie vient de se distinguer par un navet islamophobe aux objectifs politiques clairement avoués. La réaction ne s'est pas fait attendre : multiples manifestations de protestation dans le monde, arabe en particulier, accompagnées de destructions et de morts. Le scénario se répète à l'identique lors de chaque provocation islamophobe. Comment sortir de cette dialectique infernale ?



Le consulat américain de Benghazi. /Photo prise le 11 septembre 2012/REUTERS/Esam Al-Fetori

Pour quelles raisons des hommes politiques, des journalistes, des « cinéastes » et autres « hommes de culture » font-ils dans la provocation ? Est-ce par pure islamophobie ? S'agit-il pour eux de se présenter, à bon compte, sous les traits de champions de la liberté d'expression et de mettre en évidence, à contrario, « les caractères barbare, non démocratique et non évolué de populations musulmanes fanatiques » ? Ne cherchent-ils pas plutôt à se faire un maximum de publicité gratuite à la manière de ces acteurs et autres chanteurs qui provoquent une polémique ou un scandale publics à la veille de la sortie de leur film ou de la tenue d'un concert ? Et pour quelles raisons la scène politique arabe s'enflamme-t-elle si rapidement, si puissamment et si violemment ?

De quoi le couple provocation-réaction est-il symptomatique dans le cas qui nous intéresse, celui des rapports qu'entretiennent un monde « innocemment » réduit à son statut de musulman et un

monde que l'on refuse tout aussi « innocemment » de qualifier de chrétien ? Pourquoi, la majorité des politiques, idéologues et médias dominants des grandes puissances du Nord persiste-t-elle d'ailleurs à recourir à des déterminants culturels (religion, langue, coutumes...) pour désigner des peuples et des nations extrêmement divers et variés alors même que ces derniers ne manquent pas de référents nationaux solidement étayés et souvent cimentés dans le sang de leurs résistances ? Pourquoi ces derniers – les peuples dominés – n'arrivent-ils pas à contester l'aliénation culturaliste imposée depuis des siècles par les dominants ? Pourquoi persistent-ils à contester la domination impérialiste en acceptant de combattre sur le terrain idéologique des grandes puissances et dans les termes politiques que celles-ci ont choisis ?

On sait que le culturalisme constitue l'idéologie dominante à travers lesquels les puissants (colonialistes, impérialistes, néocolonialistes) appréhendent le monde. La guerre civile qui oppose indépendantistes irlandais et loyalistes à la couronne d'Angleterre est toujours présentée par eux sous les traits d'une guerre entre catholiques et protestants. La colonisation et le nettoyage ethnique de la Palestine par le mouvement sioniste puis l'Etat d'Israël – double processus qui dure depuis le début des années 1920 – prennent chez eux la forme d'une guerre entre juifs et arabes. Cette ethnicisation des conflits politiques et sociaux a toujours permis aux dominants de diviser les dominés afin d'assurer la reproduction de leur pouvoir et de tous les avantages (pillage des richesses naturelles, exploitation des populations, accaparement des terres et des positions géostratégiques...) qui leurs sont inhérents.

De quoi la provocation est-elle symptomatique ?

Les provocations qui se suivent et se ressemblent dépassent désormais le cadre de leurs auteurs immédiats (caricaturistes, metteurs en scènes, acteurs, politiciens...) et des cercles étroits où elles ont pris naissance (médias danois ou français, cinéma californien de série Z...). A force de réédition, elles se banalisent et ambitionnent d'accéder au rang de véritables normes du discours politico-idéologique « occidental » à l'égard des « peuples musulmans ». L'accentuation de la crise économique et sociale favorise leur prise en charge assumée par des mouvements politiques à vocation gouvernementale et non plus seulement par de sectes d'extrême-droite racistes mais marginales.

De telles provocations révèlent une incapacité des grandes puissances du Nord qui donnent le « la » en matière de valeurs – au niveau du discours à tout le moins – à convaincre et à faire partager ces valeurs qu'elles proclament et s'accaparent : liberté, justice, démocratie, droit, égalité en général et égalité des sexes en particulier... Elles expriment une inaptitude à produire de l'hégémonie, à créer une dynamique d'entraînement apte à convaincre les dominés du bien-fondé de ces valeurs. Cette « infirmité » politico-idéologique contraint les forces politiques qui dirigent les pays du Nord à recourir de plus en plus souvent et systématiquement à la politique du fait accompli, de la force et de la violence pour assurer la reproduction de leur pouvoir, tant au niveau interne – remise en cause de la démocratie constatée aux Etats-Unis, au Québec, en Grèce, en Italie... – qu'au niveau externe : ingérences, guerres économiques (de Cuba à l'Iran en passant par de multiples autres pays), pressions diplomatiques, menaces et agressions militaires.

Pourquoi les « peuples musulmans » réagissent-ils si facilement à la provocation ?

Face aux provocations les plus grossières de courants et officines racistes, la réactivité exacerbée d'une partie des « peuples musulmans » s'avère symptomatique d'une propension à réagir au lieu d'agir. Elle dénote d'une difficulté à réaliser une critique de fond du discours culturaliste émanant des forces dominantes et à produire un discours réellement alternatif. En dépit de la virulence de sa réaction, elle se révèle incapable de rompre sur le fonds avec la logique culturaliste dominante. Son opposition se réduit à l'adoption d'une posture symétrique qui reste sur le terrain du choc des civilisations. A la haine du musulman elle oppose la haine du chrétien ou du juif.

Cette réactivité exacerbée illustre en même temps l'absence de capacité d'initiative. Pourquoi ne pas choisir soi-même le terrain, le moment et les moyens de l'affrontement au lieu de foncer tête baissée dans le piège tendu ? Pourquoi ne pas entamer un travail de fond, à l'exemple de celui effectué par la résistance nationale libanaise qui a, sous la direction du Hezbollah, intégré et subordonné sa tactique militaire à une dynamique politique et sociale d'ensemble : étude et suivi minutieux de toutes les facettes de la société israélienne et de ses contradictions, apprentissage de l'hébreu, prise en charge des victimes des agressions sionistes et de leurs familles, production d'une doctrine militaire adaptée à un contexte de guerre populaire asymétrique, définition d'une politique intérieure visant à ne pas isoler la résistance armée de la population mais à lui gagner au contraire le maximum d'alliés afin d'isoler les courants antinationaux... ?

Le double caractère de la provocation

Contrairement à ce qu'affirment les partisans des visions unilatérales, l'esprit de provocation possède, en occident, un double caractère. Un caractère « innocent » et un caractère manipulateur.

Le caractère innocent provient du fait que les peuples occidentaux ont subi, des siècles durant, l'oppression conjointe de l'Eglise et de la monarchie absolue : inquisition, sanglantes et cruelles guerres de religions, pouvoir de « droit divin »... Les révolutions culturelles (siècle des Lumières...) et politiques (révolutions anglaises, françaises et printemps des peuples européens...) qui éclatèrent dans ces pays tendaient justement à remettre en cause cette oppression conjointe de l'Eglise et du pouvoir temporel. Les peuples occidentaux, d'Europe en particulier, arrachèrent alors de haute lutte un droit absolu à la critique. Rien n'échappe désormais à ce droit d'inventaire et de passage au crible de l'examen contradictoire qui n'épargne ni le sacré ni le pouvoir établi.

Pour ces « provocateurs innocents », la critique acerbe ou la dérision à l'égard de l'islam et des musulmans est dénuée d'arrière-pensées racistes. Elle équivaut en toute bonne foi à celle du christianisme ou du judaïsme. Elle ne relève pas d'une aversion particulière à l'endroit du seul islam.

Il existe en revanche une tendance à la provocation qui est loin d'être innocente et qui vise en toute conscience à susciter des peurs et à manipuler politiquement l'opinion publique contre des boucs-émissaires : travailleurs immigrés, communautés religieuses, peuples de certains pays... Pour ces forces, l'islamophobie constitue une forme de gestion politique intérieure (division des populations sur des bases ethniques) et extérieure (discrédit jeté sur les peuples des « pays musulmans » et d'Afrique assimilés à des peuples réactionnaires aux mœurs bizarres et réfractaires à la modernité, à la démocratie, à la laïcité voire à l'histoire donc à l'évolution). La provocation à l'égard des immigrés ou des peuples dominés représente pour ces courants politiques un moyen d'assurer la domination des groupes sociaux pour le compte desquels ils agissent : multinationales privées ou publiques, marchés financiers...

Du caractère éminemment politique de la réaction des « peuples musulmans »

Les multiples manifestations, minoritaires ou massives, auxquelles nous assistons dans l'ensemble des « pays musulmans » possèdent un aspect religieux indéniable. Elles expriment l'indignation de certains croyants sincèrement blessés. Cet aspect religieux occupe indéniablement le devant de la scène, mais il s'avère en réalité secondaire par rapport à quelque chose de plus profond qui n'est pas toujours clairement exprimé : le rejet d'un rapport de domination, d'une politique de deux poids deux mesures systématique, d'un rapport d'inégalité sociale, de pillage et d'exploitation.

L'explosion de colère qui s'est déversée dans les rues de certains pays du monde arabe doit donc être prioritairement lue comme une réaction politique. Ce n'est pas tant l'auteur du film qui est incriminé que les Etats-Unis et leur politique dans la région. De nombreux Arabes – musulmans, chrétiens, juifs, non-croyants – considèrent que l'islamophobie dont se nourrissent les provocations incessantes auxquelles nous assistons dans les pays du Nord fait partie, au moins objectivement, du dispositif de domination des peuples de la région. Ils établissent donc un lien direct entre les provocations islamophobes et la politique totalement partielle des Etats-Unis en faveur d'Israël, leur soutien passé aux dictateurs déchus ou présent à ceux qui sont encore en place (Bahreïn, Arabie Saoudite...), leur politique d'embargo à l'égard des régimes récalcitrants (Syrie, Soudan, Iran...), leurs menaces d'agression et leur offensive militaire contre des Etats souverains (Libye)...

Causes et limites de la domination du discours islamiste

Les multiples manifestations, minoritaires ou massives, auxquelles nous assistons dans le monde arabe expriment donc en dernière instance un rejet politique de la domination occidentale. Le fait que cet anti-impérialisme s'exprime en termes religieux marque tout simplement l'hégémonie, dans la région, du discours islamiste sur la pensée politique. Une partie du courant islamiste a occupé ces dernières décennies la place détenue jadis dans le mouvement anti-impérialiste par les courants nationaliste et socialiste. Ceux-ci (OLP, partis communistes et socialistes, partis nationalistes...) avaient considérablement régressé. Les islamistes bénéficièrent donc d'un boulevard politique alimenté par la victoire de la révolution iranienne et par la guerre en Afghanistan.

Mais le discours idéologique islamiste et le courant politique qui le porte sont depuis entrés eux-mêmes en crise. L'échec des expériences soudanaise, égyptienne, algérienne et turque, le manque d'enthousiasme pour le modèle iranien et l'opposition des régimes sunnites pro-impérialistes à son égard accélèrent sa crise et favorisent la décantation et les reclassements en son sein. Certains mouvements vont entamer une rupture avec le projet d'instauration d'Etat théocratique. Ils vont se réclamer ouvertement de la laïcité (AKP turc) ou de l'Etat humaniste (Hezbollah). Le premier mouvement exprime les intérêts bien compris d'une bourgeoisie turque à l'assise économique large et solide et au regard tourné vers les puissances occidentales (Europe, Etats-Unis, OTAN et monarchies du Golfe). Le second, plus ancré dans la petite bourgeoisie libanaise, adopte une politique de résistance active à la domination politique impérialiste sur la région.

Les autres mouvements, celui des Frères musulmans en particulier, sont progressivement amenés à renoncer à l'instauration d'un régime théocratique auquel ils préfèrent un régime conservateur acceptant le cadre parlementaire libéral. Ils sont sur les pas de l'AKP. Alliés des Américains, ils sont écartelés entre leur haine idéologique viscérale des mécréants et la communauté de leurs

intérêts économiques et politiques avec ces mêmes mécréants. Que feraient les monarchies du Golfe sans le parapluie politique et militaire américain ?

Cette évolution libère un espace qu'occupent les salafistes. Mais le radicalisme de ce courant heurte une grande partie de la population. Il risque donc de se marginaliser à court ou moyen termes.

Ces reclassements ne s'avèrent évidemment pas irréversibles ni même totalement achevés. Ils peuvent connaître des involutions et s'opéreront fatalement à travers des crises politiques car il ne s'agit pas d'une évolution purement intellectuelle mais de la confrontation d'intérêts politiques exprimant des intérêts économiques et sociaux tout ce qu'il y a de plus matériel. Il n'empêche que cette division du courant islamiste originel amoindrit d'une manière générale sa capacité à asseoir son hégémonie sur la société. On ne voit pas, en l'état actuel des choses, comment il arriverait à surmonter ses contradictions et à repartir de plus belle à l'offensive. Ses contradictions risquent plutôt de s'aiguiser à l'avenir. La dénonciation strictement idéologique (purement religieuse) de l'occident masque chez les Frères musulmans une accointance économique et politique avec ce même occident honni. Une telle contradiction relève jusqu'à un certain point de la tactique politicienne. Leur accession à la gestion des affaires publiques (présidence de la République, gouvernement...) leur ôte cependant la couverture qui masquait le caractère contradictoire des intérêts qu'ils représentaient (direction de milliardaires et base sociale pauvre ou petite-bourgeoise en voie de paupérisation). Ils éprouvent et éprouveront de grandes difficultés à tenir les deux bouts du manche et sont et seront irrémédiablement condamnés à choisir donc à se discréditer. C'est ce qui est arrivé au MSP qui a participé à tous les gouvernements algériens depuis 1997.

L'aptitude de l'islamisme à monopoliser l'expression et la représentation du religieux risque elle-même d'être contestée par d'autres courants religieux (soufis...) qui développent une vision laïque et démocratique de la religion.

Il convient en même temps de compter avec la remontée progressive, inégale d'un pays à l'autre, mais constante d'un mouvement social (syndicats, mouvements de chômeurs, de jeunes...) et de formations politiques progressistes (partis de gauche, forums sociaux...) qui récupèrent leur capacité de mobilisation au rythme de l'approfondissement de la crise économique mondiale, des difficultés que rencontre le courant islamiste et du discrédit des pouvoirs en place.

Le retour de ce courant authentiquement anti-impérialiste constitue le seul espoir pour en finir avec la dialectique infernale de la fausse opposition provocation islamophobe-réaction. Ce renouveau n'a pourtant rien d'inéluctable. Il dépend de l'aptitude de ce courant à élaborer un projet patriotique, démocratique et social.

Hocine Belalloufi
Mercredi 19 Septembre 2012